

**Art. 14.** L'arrêté royal du 10 octobre 1975, concernant l'octroi pour la Région de Bruxelles-Capitale d'une allocation de déménagement-installation et d'allocations de loyers en faveur de personnes évacuées d'habitations insalubres ou d'habitations faisant l'objet d'un arrêté d'expropriation ou d'une autorisation de démolir, modifié par les arrêtés royaux du 3 juin 1976 et 9 octobre 1985, est abrogé.

**Art. 15.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1989.

**Art. 16.** Notre Ministre de la Région bruxelloise et Notre Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 mars 1989.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre de la Région bruxelloise,

Ph. MOUREAUX

Le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,

J. VALKENIERS

**Art. 14.** Het koninklijk besluit van 10 oktober 1975, betreffende het verlenen voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, van een verhuis- en installatietoelage en huurtoelagen ten voordele van personen die een ongezonde woning of een woning waarvoor een onteigeningsbesluit is genomen of een sloopvergunning is afgegeven, ontruimd hebben, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 3 juni 1976 en 9 oktober 1985 wordt opgeheven.

**Art. 15.** Dit besluit treedt in werking op 1 april 1989.

**Art. 16.** Onze Minister van het Brusselse Gewest en Onze Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest zijn belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 maart 1989.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van het Brusselse Gewest,

Ph. MOUREAUX

De Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest,

J. VALKENIERS

F. 89 — 644

**13 MARS 1989.** — Arrêté royal concernant l'octroi pour la Région de Bruxelles-Capitale d'une allocation de déménagement, installation et d'allocations de loyers en faveur de personnes âgées ou handicapées

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code du Logement, annexé à l'arrêté royal du 10 décembre 1970, et approuvé par la loi du 2 juillet 1971, modifié par la loi du 25 mars 1981 complétant le Code du Logement par les dispositions particulières pour la Région bruxelloise, notamment les articles 38 et 114;

Vu la loi créant les institutions communautaires et régionales provisoires, coordonnée le 20 juillet 1979;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises;

Vu l'arrêté royal du 6 juillet 1979 délimitant les matières de la politique du logement où une politique régionale différenciée se justifie, notamment l'article 1<sup>er</sup>;

Vu l'arrêté royal du 24 décembre 1981 relatif à l'Exécutif de la Région bruxelloise, modifié par l'arrêté royal du 8 juin 1984;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi ordinaire du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'en raison de motifs sociaux une adaptation urgente du règlement en vigueur est requise;

Vu la délibération au sein de l'Exécutif de la Région bruxelloise du 20 février 1989;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Région bruxelloise et de Notre Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'application du présent arrêté est limitée au territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

**Art. 2.** Dans la limite des crédits inscrits à cette fin au budget régional en faveur du Fonds du Logement de la Région bruxelloise, le Ministre ou le Secrétaire d'Etat ayant le Logement dans ses attributions peut octroyer, aux conditions fixées par le présent arrêté, pour l'évacuation d'une habitation fonctionnellement inadaptée, en vue de l'occupation d'une habitation fonctionnellement adaptée, une allocation déménagement-installation ainsi que des allocations de loyer :

1<sup>o</sup> au profit des chefs de ménage âgés de 60 ans au moins ou dont le conjoint est âgé de 60 ans au moins;

N. 89 — 644

**13 MAART 1989.** — Koninklijk besluit betreffende het verlenen in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, van een verhuis- en installatietoelage en van huurtoelagen ten voordele van bejaarden en minder-validen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen.

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Huisvestingscode, gevoegd bij het koninklijk besluit van 10 december 1970 en goedgekeurd bij de wet van 2 juli 1971, gewijzigd bij de wet van 25 maart 1981 tot aanvulling van de Huisvestingscode met bijzondere bepalingen voor het Brusselse Gewest, inzonderheid de artikelen 38 en 114;

Gelet op de wet tot oprichting van de voorlopige gemeenschaps- en gewestinstellingen, gecoördineerd op 20 juli 1979;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 juli 1979 tot afbakening van de aangelegenheden inzake het huisvestingsbeleid waarin een verschillend gewestelijk beleid verantwoord is, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 december 1981 betreffende de Executieve van het Brusselse Gewest, gewijzigd door het koninklijk besluit van 8 juni 1984;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de gewone wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat om sociale redenen dringend een aanpassing van het in toepassing zijnde reglement dient te gebeuren;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve van het Brusselse Gewest van 20 februari 1989;

Op de voordracht van Onze Minister van het Brusselse Gewest en van Onze Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De toepassing van dit besluit is beperkt tot het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

**Art. 2.** Binnen de perken van de daartoe op de gewestelijke begroting ten bate van het Fonds voor de Huisvesting van het Brusselse Gewest uitgetrokken kredieten kan de Minister of de Staatssecretaris tot wiens bevoegdheid de Huisvesting behoort, onder de in dit besluit bepaalde voorwaarden, voor het ontruimen van een functioneel onaangepaste woning met het doel een functioneel aangepaste woning te betrekken, een verhuis- en installatietoelage evenals huurtoelagen verlenen :

1<sup>o</sup> aan de gezinshoofden van ten minste 60 jaar oud of van wie de echtgenoot ten minste 60 jaar oud is;

2° au profit des chefs de ménage atteints à 66 % au moins d'une insuffisance ou d'une diminution de capacité physique ou mentale du chef d'une ou de plusieurs affections, ainsi qu'au profit des chefs de ménage dont soit le conjoint, soit une personne à charge, est atteint au même degré d'une telle insuffisance ou diminution de capacité.

**Art. 3.** Au sens du présent arrêté est considéré comme :

1. Revenu : Les revenus imposables globalement à l'impôt des personnes physiques du demandeur et de son conjoint, ainsi que ceux des personnes cohabitant avec lui.

2. Loyer : Le prix payé pour l'usage de l'habitation, à l'exclusion des sommes dues en vertu de tous contrats accessoires tels que ceux relatifs aux garages ainsi que de toutes redevances dues pour fournitures et services tels que le chauffage et la distribution d'eau chaude.

3. Personne à charge : les personnes à charge au sens fiscal du terme.

**Art. 4.** Conditions relatives à l'habitation.

L'habitation évacuée et l'habitation occupée après le déménagement doivent être respectivement estimées, par le Ministre ou le Secrétaire d'Etat ayant le Logement dans ses attributions, fonctionnellement inadaptée et fonctionnellement adaptée, sur avis du délégué du Ministre ou du Secrétaire d'Etat.

L'habitation doit être fonctionnellement adaptée dès le paiement du premier mois de loyer. L'habitation évacuée peut être située dans la Région de Bruxelles-Capitale telle que fixée par la loi spéciale relative aux Institutions bruxelloises du 12 janvier 1989 ou dans l'une quelconque des deux régions telles que fixées par la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 tandis que l'habitation fonctionnellement adaptée doit être située dans la Région de Bruxelles-Capitale.

**Art. 5.** Conditions de revenus.

Le demandeur ne peut avoir bénéficié pour l'avant-dernière année précédant celle de la demande, de revenus dont le montant global excède la somme de 450 000 F à majorer de 30 000 F par personne à charge et de 130 000 F par cohabitant autre que le demandeur, le conjoint ou les personnes à charge.

Si le demandeur, son conjoint ou un cohabitant a été mis à la retraite dans le mois de la demande ou dans les trente-quatre mois précédant celui de la demande, ou a subi une diminution irréversible de ses revenus, la condition de revenus peut s'apprécier sur la base du revenu fictif calculé comme si le demandeur, son conjoint ou le cohabitant avait déjà été dans les conditions précitées au 1er janvier de l'avant-dernière année précédant celle de la demande.

Les montants précités de 450 000 F, 30 000 F et 130 000 F sont rattachés à l'indice des prix à la consommation.

Ils sont augmentés ou diminués de 2 % à partir du premier jour du deuxième mois suivant la période de deux mois consécutifs pendant laquelle l'indice a augmenté ou diminué de 2,72 points.

Par la suite, ils sont augmentés ou diminués dans les mêmes conditions chaque fois que l'indice monte ou descend pendant une période de deux mois consécutifs d'au moins 2,72 points par rapport au chiffre de l'indice qui a justifié soit l'augmentation précédente soit la diminution précédente.

Les montants réadaptés en raison des variations de l'indice des prix à la consommation sont arrondis à la centaine supérieure ou la centaine inférieure selon que le chiffre des unités atteint ou non cinquante francs.

Par dérogation aux dispositions du présent article, les conditions de revenus ne sont toutefois pas applicables aux ouvriers mineurs occupés dans un charbonnage ni aux personnes appartenant à l'équipage de bâtiments de pêche belges.

**Art. 6.** Conditions patrimoniales.

Le demandeur et les personnes qui cohabitent avec lui ne peuvent posséder entièrement une habitation en propriété ou en usufruit.

Pour l'application de cette condition, il n'est pas tenu compte des aliénations d'une partie de propriété ou d'usufruit réalisées au cours des deux années précédant la demande.

Il est dérogé à cette condition lorsque cette habitation est insalubre par nature et non susceptible d'assainissement.

L'habitation est ainsi considérée :

1° lorsqu'elle a fait l'objet d'un arrêté d'inhabitabilité pris soit par le Roi, soit par le bourgmestre;

2° aan de gezinshoofden die voor ten minste 66 % getroffen zijn door ontoereikendheid of vermindering van lichamelijke of geestelijke geschiktheid wegens één of meerdere aandoeningen, alsmede aan de gezinshoofden van wie de echtgenoot of een persoon ten laste in dezelfde graad getroffen is door een dergelijke ontoereikendheid of vermindering van geschiktheid.

**Art. 3.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1. Inkomen : Het gezamenlijk belastbaar inkomen voor de personenbelasting van de aanvrager en zijn echtgenoot evenals dat van de medebewoners.

2. Huurprijs : De voor het gebruik van de woning betaalde prijs, met uitsluiting van de sommen verschuldigd uit hoofde van om het even welke bijkomende overeenkomsten zoals die betreffende de garages en om het even welke bijdragen voor leveringen en diensten zoals verwarming en warmwatervoorziening.

3. Personen ten laste : De personen ten laste in de fiscale betekenis van de term.

**Art. 4.** Voorwaarden betreffende de woning.

De ontruimde woning en de na verhuizing betrokken woning moet door de Minister of de Staatssecretaris tot wiens bevoegdheid de Huisvesting behoort, respectievelijk geacht worden functioneel onaangepast en functioneel aangepast te zijn, volgens het advies van de afgevaardigde van de Minister of Staatssecretaris.

De woning moet functioneel aangepast zijn vanaf de betaling van de eerste maand huur. De ontruimde woning mag gelegen zijn in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zoals vastgelegd in de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen of in onverschillig welk van de twee gewesten vastgelegd in de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot de hervorming der instellingen gewijzigd door de bijzondere wet van 8 augustus 1988, terwijl de functioneel aangepaste woning in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet gelegen zijn.

**Art. 5.** Voorwaarden betreffende het inkomen.

De aanvrager mag het voorlaatste jaar dat dit van de aanvraag voorafgaat, geen inkomen genoten hebben waarvan het totale bedrag hoger ligt dan 450 000 F, te verhogen met 30 000 F per persoon ten laste en met 130 000 F per medebewoner, zijnde niet de aanvrager, de echtgenoot of de personen ten laste.

Is de aanvrager, zijn echtgenoot of een medebewoner op pensioen gesteld in de maand van de aanvraag of in de vierendertig maanden welke die van de aanvraag voorafgaan, of diende hij reeds een onomkeerbare inkomensvermindering te ondergaan, dan mag de inkomensvoorwaarde worden beoordeeld op basis van het fictieve inkomen, berekend alsof de medebewoner reeds in voormelde voorwaarden verkeerde op 1 januari van het voorlaatste jaar dat het jaar van de aanvraag voorafgaat.

De vermelde bedragen van 450 000 F, 30 000 F en 130 000 F worden gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen.

Ze worden met 2 % verhoogd of verlaagd met ingang van de eerste dag van de tweede maand die volgt op de periode van twee opeenvolgende maanden waarin het indexcijfer gestegen of gedaald is met 2,72 punten.

Vervolgens worden ze in dezelfde voorwaarden verhoogd of verlaagd telkens als het indexcijfer tijdens twee opeenvolgende maanden met ten minste 2,72 punten stijgt of daalt ten opzichte van het indexcijfer dat hetzij tot de voorgaande verhoging, hetzij tot de voorgaande verlaging aanleiding heeft gegeven.

De ten gevolge van de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen aangepaste bedragen worden naar boven of naar beneden op het honderdtal afgerond naargelang het cijfer van de eenheden vijftig frank bereikt of niet.

In afwijking van het bepaalde in dit artikel zijn de inkomensvoorwaarden evenwel niet van toepassing op de in een kolenmijn werkzame mijnwerkers, noch op de leden van de bemanning van Belgische vissersvaartuigen.

**Art. 6.** Voorwaarden betreffende het vermogen.

Noch de aanvrager noch de bij hem inwonende personen mogen een woning volledig in eigendom of in vruchtgebruik hebben.

Voor de toepassing van deze voorwaarde wordt er geen rekening gehouden met de vervreemdingen van een gedeelte van de eigendom of van het vruchtgebruik tijdens de twee jaren die de aanvraag voorafgaat.

Van deze voorwaarde wordt afgeweken wanneer die woning uiteraad ongezond en niet vatbaar voor gezondmaking is.

De woning wordt als zodanig aangemerkt :

1° wanneer ze het voorwerp heeft uitmaakt van een door de Koning of de burgemeester genomen besluit tot onbewoonbaarverklaring;

2° lorsqu'elle a fait l'objet d'une reconnaissance ministérielle d'insalubrité en application des articles 113 ou 114 du Code du logement annexé à l'arrêté royal du 10 décembre 1970 et confirmé par la loi du 2 juillet 1971;

3° lorsqu'elle est reconnue comme telle par le Ministre ou le Secrétaire d'Etat ayant le Logement dans ses attributions sur avis du délégué visé à l'article 4.

Dans ce cas, le propriétaire doit s'engager à démolir l'habitation insalubre ou à ne plus la faire servir à l'habitation.

Le bourgmestre contrôle l'exécution de cet engagement et avise de ses constatations le Ministre ou le Secrétaire d'Etat ayant le Logement dans ses attributions.

#### Art. 7. L'allocation de déménagement-installation.

§ 1<sup>er</sup>. Pour l'octroi de l'allocation précitée le demandeur a le choix entre le paiement d'une somme forfaitaire et le paiement des frais réels justifiés par la production de factures.

a) L'allocation forfaitaire est fixée à 20 000 F majorée de 10 % par personne à charge sans pouvoir excéder le maximum absolu de 26 000 F.

b) L'allocation sur production de justificatifs est limitée aux frais réels avec un maximum de 35 000 F.

Pour ce mode de paiement seules sont prises en considération, les factures de camions et personnels de déménagement, les papiers peints, de recouvrement de sol, de peinture, de rideaux et de tentures.

§ 2. L'allocation de déménagement installation ne peut en outre, être octroyée qu'une seule fois sauf, lorsque le déménagement du bénéficiaire d'une allocation de loyer est la conséquence d'une expropriation d'utilité publique, d'un arrêté d'inhabitabilité pris soit par le Roi, soit par le bourgmestre, d'un déménagement résultant d'une opération de rénovation urbaine ou de la résiliation du bail pour une raison indépendante de sa volonté.

§ 3. Pour les locataires visés à l'article 8, § 2, le montant de l'allocation déménagement-installation est réduit de moitié qu'ils agissent du montant forfaitaire ou du montant réel.

#### Art. 8. L'allocation-loyer.

§ 1<sup>er</sup>. Le montant de l'allocation-loyer s'élève à la différence entre, d'une part, le loyer de l'habitation évacuée ou sa valeur locative si le demandeur l'occupait au titre de propriétaire et, d'autre part, le loyer de l'habitation prise en location, sans pouvoir excéder le maximum de 5 000 F.

Cette différence est établie par le délégué visé à l'article 4.

Sans toutefois pouvoir excéder la différence établie, le maximum de l'allocation peut être relevé de 10 % par personne à charge, sauf lorsque le demandeur est relogé dans un logement appartenant à la Société nationale du Logement ou une société agréée par celle-ci.

§ 2. Par dérogation aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup>, l'allocation-loyer peut également être accordée au locataire d'une habitation devenue fonctionnellement adaptée après des travaux d'adaptation et qui a continué d'occuper l'habitation pendant la durée des travaux.

§ 3. L'allocation-loyer est accordée pendant six ans. Toutefois, à l'expiration de cette période, l'octroi de l'allocation peut être prolongé de trois en trois ans. A cet effet, le Service du Logement du Ministère de la Région bruxelloise procède tous les trois ans au contrôle du respect des conditions d'octroi qui ont été la source de l'octroi de l'allocation-loyer.

§ 4. Après le décès du bénéficiaire de l'allocation-loyer, le cohabitant survivant continue, pour la période en cours, à percevoir l'allocation-loyer, à condition que l'habitation puisse encore être reconnue comme fonctionnellement adaptée. A l'expiration de la période en cours, le contrôle est effectué comme il est dit au § 3.

§ 5. Lorsque le bénéficiaire quitte l'habitation fonctionnellement adaptée qui faisait l'objet de sa demande pour prendre en location une autre habitation fonctionnellement adaptée au sens de l'article 4 l'allocation est maintenue, à concurrence de son montant initial. Les adaptations légales postérieures à ce redéménagement sont toutefois prises en compte.

§ 6. L'allocation est due par mois échu, à partir du premier mois de l'occupation par le demandeur de l'habitation fonctionnellement adaptée qu'il a prise en location et pour laquelle le loyer a été payé.

Les allocations mensuelles sont payées selon une périodicité à fixer par le Ministre ou le Secrétaire d'Etat ayant le Logement dans ses attributions.

2° wanneer ze door de Minister of Staatssecretaris ongezond is verklaard bij toepassing van de artikelen 113 of 114 van de Huisvestingscode, gevoegd bij het koninklijk besluit van 10 december 1970 en bevestigd bij de wet van 2 juli 1971;

3° wanneer ze door de Minister of Staatssecretaris tot wiens bevoegdheid de Huisvesting behoort, ongezond is verklaard op advies van de afgevaardigde bedoeld in artikel 4.

In dat geval moet de eigenaar de verbintenissen aangaan de ongezonde woning te slopen of ze niet meer als woning te laten dienen.

De burgemeester houdt toezicht op de uitvoering van die verbintenissen en geeft kennis van zijn bevindingen aan de Minister of de Staatssecretaris tot wiens bevoegdheid de Huisvesting behoort.

#### Art. 7. De verhuis- en installatietoelage.

§ 1. Voor de toekenning van de voormelde toelage heeft de aanvrager de keuze tussen de betaling ofwel van een vast bedrag ofwel van de werkelijke kosten gerechtvaardigd door de voorlegging van facturen.

a) De vaste toelage wordt bepaald op 20 000 F te verhogen met 10 % per persoon ten laste zonder dat dit bedrag evenwel dit van 26 000 F mag overschrijden.

b) De toelage, gebaseerd op de voorlegging van rechtvaardigingsstukken, wordt beperkt tot de werkelijke kosten met een maximum bedrag van 35 000 F.

Voor deze betalingswijze worden alleen de facturen aanvaard voor de vrachtwagens en het verhuispersoneel, het behangselpapier, de vloerbekleding, het schilderwerk, de overgordijnen en de gordijnen.

§ 2. De verhuis- en installatietoelage kan daarenboven slechts eenmalig toegekend worden, tenzij de wederverhuizing van de genietter van een huurtoelage het gevolg is van een onteigening van openbaar nut, van een onbewoonbaarheidsbesluit getroffen hetzij door de Koning hetzij door de burgemeester, een verhuis voortvloeiend uit een urbanisatie-renovatie-operatie of uit een huuropzeg om reden onafhankelijk van zijn wil.

§ 3. Voor de huurders bedoeld in artikel 8, § 2, wordt het bedrag van de verhuis- en installatietoelage met de helft verminderd zowel als het gaat om het vast bedrag als om de werkelijke kost.

#### Art. 8. De huurtoelage.

§ 1. De maandelijkse huurtoelage is gelijk aan het verschil tussen de huurprijs van de ontruimde woning of de huurwaarde ervan indien de aanvrager de woning als eigenaar betrof, enerzijds, en anderzijds de huurprijs van de in huur genomen woning, zonder het bedrag van 5 000 F te mogen overschrijden.

Dit verschil wordt bepaald door de afgevaardigde bedoeld in artikel 4.

Het maximumbedrag van de toelage kan met 10 % per persoon ten laste verhoogd worden zonder evenwel het berekende verschil te mogen overschrijden, behalve indien de aanvrager gehuisvest is in een woning toebehorend aan de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting of aan een door deze laatste erkende maatschappij.

§ 2. In afwijking van het bepaalde in artikel 1 kan de huurtoelage eveneens worden verleend aan de huurder van een naverbouwingswerken functioneel aangepaste woning die de woning tijdens de duur van de werken is blijven bewonen.

§ 3. De huurtoelage wordt gedurende zes jaar verleend. Bij het verstrijken van die periode kan de verlening van de toelage echter telkens met drie jaar worden verlengd. Daartoe gaat de Dienst voor de Huisvesting van het Ministerie van het Brussels Gewest om de drie jaar over tot een controle op de naleving van de toekenningsvoorwaarden die aan de basis van de toekenning van de huurtoelage lagen.

§ 4. Na het overlijden van de rechthebbende op de huurtoelage blijft de overlevende medebewoner voor de lopende periode de huurtoelage verder ontvangen, op voorwaarde dat de woning nog als functioneel aangepast kan worden aangemerkt. Bij het verstrijken van de lopende periode wordt de controle uitgevoerd, zoals bepaald in § 3.

§ 5. Wanneer de rechthebbende de functioneel aangepaste woning waarop zijn aanvraag betrekking had verlaat om een andere, in de zin van de artikel 4 functioneel aangepaste woning in huur te nemen, blijft de toelage behouden, tot beloop van het oorspronkelijke bedrag. Met de wettelijke aanpassingen volgende op de wederverhuizing zal nochtans rekening gehouden worden.

§ 6. De toelage is verschuldigd per verstreken maand, vanaf de eerste van de maand waarin de aanvrager de door hem in huur genomen functioneel aangepaste woning betrof en de ervoor verschuldigde huur betaalde.

De maandoelagen worden uitbetaald volgens een frequentie die wordt vastgesteld door de Minister of de Staatssecretaris tot wiens bevoegdheid de Huisvesting behoort.

Cette périodicité ne peut toutefois excéder trois mois. Le versement est libellé au nom du bénéficiaire.

**Art. 9. Procédure d'introduction de la demande.**

La demande en vue d'obtenir les avantages prévus par le présent arrêté doit être faite sur le formulaire ad hoc délivré par le Service du Logement. Ce formulaire doit être renvoyé à ce dernier sous pli recommandé.

Toutefois, est également considérée comme une demande tendant à obtenir les avantages visés au présent arrêté, celle qui est introduite auprès du Service du Logement en vue d'obtenir les avantages prévus par l'arrêté royal du 13 mars 1989 concernant l'octroi pour la Région de Bruxelles-Capitale d'une allocation de déménagement-installation et d'allocations de loyers en faveur de personnes évacuées d'habitations insalubres ou d'habitations faisant l'objet d'un arrêté d'expropriation ou d'une autorisation de démolir, lorsque cette demande est introduite soit par un chef de ménage âgé de 60 ans au moins dont le conjoint est âgé de 60 ans au moins, soit par un chef de ménage atteint à 66 % au moins d'une insuffisance ou d'une diminution de capacité physique ou mentale du chef d'une ou de plusieurs affections, soit par un chef de ménage dont le conjoint ou une personne à charge est atteint au même degré d'une telle insuffisance ou diminution de capacité, à condition que l'habitation occupée après l'évacuation de l'habitation insalubre ou de l'habitation faisant l'objet d'un arrêté d'expropriation ou d'une autorisation de démolir, au sens de l'article 4, de l'arrêté royal du 13 mars 1989 précité, puisse être estimée comme fonctionnellement adaptée au sens de l'article 4 du présent arrêté et ce au moment du paiement du premier mois de loyer.

La date de la demande est, au sens du présent arrêté, la date apposée par la poste sur le pli recommandé.

La demande est caduque lorsqu'elle est introduite auprès du Service du Logement plus de six mois après le déménagement.

**Art. 10. La reconnaissance d'admissibilité au bénéfice des allocations est notifiée au demandeur.**

**Art. 11. Les allocations octroyées en vertu du présent arrêté sont attribuées par arrêté ministériel.**

Elles ne sont pas accordées lorsque l'habitation évacuée a été prise en location par le demandeur nonobstant la prise par le Roi ou le bourgmestre d'un arrêté d'inhabitabilité frappant cette habitation ou le cas échéant, la prise d'un arrêté d'expropriation ou la délivrance de l'autorisation de démolir.

**Art. 12. Sur autorisation écrite remise au Service du Logement par le demandeur, celui-ci peut obtenir auprès de l'administration compétente du Ministère des Finances, — pour le demandeur, son conjoint et les personnes cohabitantes autres que les personnes à charge, — les déclarations ayant trait à leurs revenus.**

**Art. 13. Sans préjudice des dispositions du Code pénal ou de poursuites judiciaires en application de l'arrêté royal du 31 mai 1933, le bénéficiaire des allocations précitées est tenu de rembourser à l'Etat les allocations qui lui ont été payées ainsi que les intérêts légaux lorsqu'il fait une déclaration inexacte ou incomplète en vue d'obtenir les avantages conférés par le présent arrêté.**

Le bénéficiaire peut être poursuivi à l'intervention de l'Administration de la Taxe sur la Valeur Ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines, qui procède conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi domaniale du 22 décembre 1949.

**Art. 14. Les personnes qui bénéficient à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté d'une allocation-loyer en vertu de l'arrêté royal du 10 octobre 1975 concernant l'octroi, pour la Région bruxelloise, d'allocations de déménagement, et d'allocations de loyers et d'allocations d'installation en faveur de personnes âgées ou handicapées qui évacuent un logement inadapté à leur condition physique pour occuper un logement spécifique, modifié par l'arrêté royal du 3 juin 1976, se verront octroyer les mêmes avantages que ceux qui sont prévus à l'article 8, § 1, § 3, § 4 et § 5 du présent arrêté, selon les mêmes modalités, que celles prévues au même article 8, § 6, sous réserve que ces personnes répondent, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, à toutes les conditions d'octroi prévues au présent arrêté.**

**Art. 15. L'arrêté royal du 10 octobre 1975, concernant l'octroi pour la Région bruxelloise d'allocations de déménagement, d'allocations de loyers et d'allocations d'installation en faveur de personnes âgées ou handicapées, modifié par l'arrêté royal du 3 juin 1976, est abrogé.**

**Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er avril 1989.**

Deze frequentie mag echter geen drie maanden overschrijden. De storting wordt opgemaakt op naam van de rechthebbende.

**Art. 9. Procedure voor de indiening van de aanvraag.**

De aanvraag tot het verkrijgen van de in dit besluit bedoelde voordelen moet worden gesteld op het door de Dienst voor de Huisvesting uitgereikte formulier ad hoc, dat onder aangetekende omslag naar deze laatste moet worden teruggezonden.

Als een aanvraag tot het verkrijgen van de in dit besluit bedoelde voordelen wordt echter eveneens aangemerkt die welke bij de Dienst voor de Huisvesting wordt ingediend voor het verkrijgen van de voordelen, bepaald in het koninklijk besluit van 13 maart 1989 betreffende het verlenen, voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, van een verhuis en installatietoelage ten voordele van personen die een ongezonde woning of een woning waarvoor een onteigeningsbesluit is genomen of een sloopvergunning is afgegeven, ontruimd hebben, zo deze aanvraag wordt ingediend door een gezinshoofd van ten minste 60 jaar oud of van wie de echtgenoot ten minste 60 jaar oud is, of door een gezinshoofd dat voor ten minste 66 % getroffen is door ontoereikendheid of vermindering van lichamelijke of geestelijke geschiktheid of wegens één of meer aandoeningen, of door een gezinshoofd van die echtgenoot of een persoon ten laste in dezelfde graad getroffen is door een dergelijke ontoereikendheid of vermindering van geschiktheid, op voorwaarde dat de woning die betrokken werd na de ontruiming van de ongezonde woning of van een woning waarvoor een onteigeningsbesluit is genomen of een sloopvergunning is afgegeven, in de zin van artikel 4 van voormeld koninklijk besluit van 13 maart 1989, geacht kan worden functioneel aangepast te zijn in de zin van artikel 4 van dit besluit en dit op het ogenblik van de betaling van de eerste maand huur.

Als datum van de aanvraag in de zin van dit besluit geldt de door de post op de aangetekende omslag gestempelde datum.

De aanvraag is vervallen wanneer ze meer dan zes maanden na de verhuizing bij de Dienst voor de Huisvesting wordt ingediend.

**Art. 10. Het recht op de toelagen wordt ter kennis gebracht van de aanvrager.**

**Art. 11. De in dit besluit bedoelde toelagen worden bij ministerieel besluit verleend.**

Ze worden niet verleend wanneer de ontruimde woning door de aanvrager in huur werd genomen ondanks een door de Koning of de burgemeester voor deze woning genomen besluit van onbewoonbaarverklaring of eventueel, ondanks een genomen onteigeningsbesluit of een afgegeven sloopvergunning.

**Art. 12. Mits daartoe door de aanvrager schriftelijk te zijn gemachtigd, kan de Dienst voor de Huisvesting bij de bevoegde administratie van het Ministerie van Financiën, — wat betreft de aanvrager, diens echtgenoot en de medebewoners zijn de niet de personen ten laste, — de attesten betreffende hun inkomen verkrijgen.**

**Art. 13. Onverminderd de bepalingen van het Strafwetboek of de rechtsvervolgingen in toepassing van het koninklijk besluit van 31 mei 1933, is de rechthebbende op de voormelde toelagen gehouden de hem uitbetaalde toelagen benevens de wettelijke interest aan de Staat terug te betalen wanneer hij een onjuiste of onvolledige aangifte doet, om de bij dit besluit verleende voordelen te kunnen verkrijgen.**

De rechthebbende kan vervolgd worden door tussenkomst van de Administratie van de Belasting op de Toegevoegde Waarde, Registratie en Domeinen, die handelt overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 van de domaniale wet van 22 december 1949.

**Art. 14. Aan de personen die op de dag van de inwerkingtreding van dit besluit een huurtoelage genieten krachtens het koninklijk besluit van 10 oktober 1975 betreffende het verlenen voor het Brusselse Gewest, van verhuis-, huur- en installatietoelage ten voordele van bejaarden en mindervaliden, die een woning ontruimen welke niet aan hun fysische conditie is aangepast, om een specifieke woning te betrekken, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 juni 1976, zullen volgens de in artikel 8, § 6, bepaalde regelen dezelfde voordelen worden verleend als die bepaald in het artikel 8, § 1, § 3, § 4 en § 5 van dit besluit voor zover die personen, op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit alle premietoekenningsvoorwaarden van onderhavig koninklijk besluit vervullen.**

**Art. 15. Het koninklijk besluit van 10 oktober 1975, betreffende het verlenen voor het Brusselse Gewest, van een verhuis-, huur- en installatietoelage ten voordele van bejaarden en minder-validen, gewijzigd door het koninklijk besluit van 3 juni 1976 wordt opgeheven.**

**Art. 16. Dit besluit treedt in werking op 1 april 1989.**

Art. 17. Notre Ministre de la Région bruxelloise et Notre Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 mars 1989.

### BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Région bruxelloise,

Ph. MOUREAUX

Le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,

J. VALKENIERS

Art. 17. Onze Minister van het Brussels Gewest en Onze Staatssecretaris voor het Brussels Gewest zijn belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 maart 1989.

### BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van het Brussels Gewest,

Ph. MOUREAUX

De Staatssecretaris voor het Brussels Gewest,

J. VALKENIERS

### MINISTÈRE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

F. 89 — 645

1<sup>er</sup> MARS 1989. — Arrêté royal portant intégration du double pécule de vacances pour deux jours de la quatrième semaine de vacances des travailleurs salariés

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 3, § 4, alinéa 4, modifié par la loi du 13 juin 1966 et les arrêtés royaux des 9 mars 1977 et 10 mars 1978, et alinéa 6, modifié par la loi du 28 mars 1975 et les arrêtés royaux des 9 mars 1977 et 10 mars 1978, et l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, A, 5<sup>o</sup>, modifié par la loi du 28 mars 1975 et les arrêtés royaux des 9 mars 1977 et 10 mars 1978;

Vu l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, notamment l'article 2, § 3, 6<sup>o</sup>, modifié par l'arrêté royal n<sup>o</sup> 96 du 28 septembre 1982;

Vu l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande, notamment l'article 3, § 3, 6<sup>o</sup>, modifié par l'arrêté royal n<sup>o</sup> 96 du 28 septembre 1982;

Vu les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 28 juin 1971, notamment l'article 9, modifié par la loi du 28 mars 1975, l'article 9 bis, inséré par la loi-programme du 30 décembre 1988, et l'article 65, modifié par les lois des 28 mars 1975, 13 mai 1976 et 30 décembre 1988;

Vu la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, notamment l'article 38, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 8<sup>o</sup>, modifié par l'arrêté royal n<sup>o</sup> 96 du 28 septembre 1982, et l'article 39, rétabli par l'arrêté royal n<sup>o</sup> 214 du 30 septembre 1983 et modifié par l'arrêté royal du 29 mars 1985;

Vu la loi-programme du 30 décembre 1988, notamment l'article 16, §§ 4 et 5;

Vu l'arrêté du Régent du 16 janvier 1945 concernant le fonctionnement de l'Office national de sécurité sociale, notamment l'article 5, alinéa 4, modifié par l'arrêté royal du 10 mars 1978;

Vu l'arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, notamment l'article 14, modifié par les arrêtés royaux des 20 juillet 1970 et 9 avril 1975, l'article 28, modifié par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> octobre 1985, l'article 30, modifié par l'arrêté royal du 2 avril 1970, l'article 46, modifié par les arrêtés royaux des 9 avril 1975 et 24 septembre 1986, l'article 53, modifié par l'arrêté royal du 2 avril 1970, et l'article 56, alinéa 1<sup>er</sup>, modifié par les arrêtés royaux des 9 avril 1975 et 24 septembre 1986;

Vu l'arrêté royal du 28 novembre 1989 pris en exécution de la loi du 27 juin 1989 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 19, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, modifié par les arrêtés royaux des 30 mars 1982 et 19 novembre 1987;

### MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 89 — 645

1 MAART 1989. — Koninklijk besluit tot integratie van het dubbel vakantiegeld voor twee dagen van de vierde vakantieweek van de werknemers

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 3, § 4, vierde lid, gewijzigd bij de wet van 13 juni 1966 en de koninklijke besluiten van 9 maart 1977 en 10 maart 1978, en zesde lid, gewijzigd bij de wet van 28 maart 1975 en de koninklijke besluiten van 9 maart 1977 en 10 maart 1978, en artikel 4, eerste lid, A, 5<sup>o</sup>, gewijzigd bij de wet van 28 maart 1975 en de koninklijke besluiten van 9 maart 1977 en 10 maart 1978;

Gelet op de besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en er mee gelijkgestelden, inzonderheid op artikel 2, § 3, 6<sup>o</sup>, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 96 van 28 september 1982;

Gelet op de besluitwet van 7 februari 1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij, inzonderheid op artikel 3, § 3, 6<sup>o</sup>, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 96 van 28 september 1982;

Gelet op de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers, gecoördineerd op 28 juni 1971, inzonderheid op artikel 9, gewijzigd bij de wet van 28 maart 1975, artikel 9 bis, ingevogd bij de programmawet van 30 december 1988, en artikel 65, gewijzigd bij de wetten van 28 maart 1975, 13 mei 1976 en 30 december 1988;

Gelet op de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, inzonderheid op artikel 38, § 3, eerste lid, 8<sup>o</sup>, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 96 van 28 september 1982, en artikel 39, opnieuw opgenomen bij koninklijk besluit nr. 214 van 30 september 1983 en gewijzigd bij koninklijk besluit van 29 maart 1985;

Gelet op de programmawet van 30 december 1988, inzonderheid op artikel 16, §§ 4 en 5;

Gelet op het besluit van de Regent van 16 januari 1945 betreffende de werking van de Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid, inzonderheid op artikel 5, vierde lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 maart 1978;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 maart 1967 tot bepaling van de algemene uitvoeringsmodaliteiten van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie der loonarbeiders, inzonderheid op artikel 14, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 juli 1970 en 9 april 1975, artikel 28, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 oktober 1985, artikel 38, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 april 1970, artikel 46, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 april 1975 en 24 september 1986, artikel 53, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 april 1970, en artikel 56, eerste lid, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 april 1975 en 24 september 1986;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 november 1989 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1989 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 19, § 1, vierde lid, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 30 maart 1982 en 19 november 1987;